

ORGANE DES INGENIEURS
ET CADRES DE L'INDUSTRIE
ET DU COMMERCE



CADRES ET PROFESSION

REDACTION-ADMINISTRATION

11 bis rue Roquépine - PARIS

Tél.: ANJ. 06-20 C. O. Paris 4169-19

La sécurité sociale et les cadres C. F. T. C.

L'intérêt que les Ingénieurs et Cadres ont porté à la campagne entreprise pour la sauvegarde de leurs droits compromis par l'ordonnance du 4 octobre 1945 organisant la Sécurité Sociale, s'est manifesté clairement par la grève du 11 juillet. Le moment est venu de faire le point et de coucher noir sur blanc la part prépondérante prise à cette campagne par notre Fédération.

Sur le fond, tout le monde est d'accord. L'institution d'un plan Beveridge français constituant en France un système cohérent de prévoyance obligatoire pour le plus grand nombre est une nécessité de l'heure. Les divergences de point de vue, ainsi que le signale Gaston Tessier dans un article paru le 6 juillet dans le journal l'aube portent exclusivement sur les modalités d'application d'un principe universellement admis. L'unification des caisses d'assurances, le danger de prise en compte de ces caisses par un parti pontique, compte tenu du mode de désignation de leur Conseil d'administration, ont fait l'objet d'amples débats qui sont hors de notre sujet jusqu'à un certain point. Par contre, ingénieurs et cadres sont intéressés au premier chef par l'article 18 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 qui stipule l'assujettissement inconditionnel aux Assurances sociales de cette catégorie de salariés y compris ceux bénéficiant depuis de nombreuses années de régimes particuliers adaptés à leurs besoins. Il apparaît clairement, après examen des textes, que les régimes assurent à leurs adhérents des avantages supérieurs, à charge égale, à ceux qu'ils peuvent attendre de leur assujettissement aux Assurances sociales.

Un mouvement de protestation était à prévoir. Il se matérialisa, dès novembre, sous l'impulsion d'un Comité nommé : « Comité de Défense », et qui groupe des personnes appartenant à des tendances les plus diverses. Notre Fédération s'intéressa dès l'origine à ce Comité puisqu'elle y a délégué, pour la représenter officiellement, notre ami Charles Argant, membre de notre Syndicat parisien, lequel fut nommé président de l'Association. Le Secrétaire général du Comité de Défense est un indépendant, La Fonta, à l'activité inlassable auquel il me plaît de rendre hommage; sont également membres du Comité: des représentants de la C.G.C. et un syndicaliste de la C.G.T., Decagny, participant, bien en-

tendu, à titre personnel, aux travaux du groupement.

Etudes approfondies des textes, démarches multiples auprès des divers partis politiques, voici en bref l'activité du Comité de Défense, qui, fort de l'appui d'une pétition revêtue de 70.000 signatures, élabore un amendement à l'ordonnance du 4 octobre tendant à la disjonction de l'article 18 et donnant aux régimes particuliers, d'ailleurs unifiés et rationalisés, un statut légal. Cet amendement fut adressé à l'Assemblée Constituante en mars dernier.

Concurremment avec le Comité de Défense, notre Fédération avait entrepris, pour son propre compte, une étude du problème, laquelle fut confiée principalement à nos amis Nys, du Nord, Fradet, de Paris, et Bohn, Conseil juridique de la Fédération.

Ce travail compléta celui du

Comité de Défense. Il nous apparut, en effet, que l'amendement proposé par le Comité de Défense ne tenait pas compte du principe de solidarité qui est invoqué par les partisans de l'ordonnance du 4 octobre; principe en vertu duquel on invite les ingénieurs et cadres à prendre, pour une part, en charge, les intérêts des économiquement faibles, plus particulièrement menacés par la maladie, par exemple, que les personnes disposant de revenus de travail relativement substantiels. Nous avons tenu compte de cette remarque en modifiant le texte du Comité de Défense par addition d'une clause stipulant une contribution, à la Caisse des Vieux travailleurs, des bénéficiaires des régimes particuliers confirmés dans leurs droits. Cet amendement original a été déposé par nos soins à l'Assemblée, en temps utile.

(Suite page 3)

RESULTAT de la grève des cadres du 11-7-46

M. Laroque a été fortement impressionné par l'importance de notre manifestation de protestation. N'oublions pas que ce dernier est comme nous, un cadre supérieur. Il sait donc que la sécurité sociale ne fonctionnera réellement que si les cadres consentent à accepter cette décision; c'est pourquoi il a décidé d'inciter le Ministère du Travail à la rendre plus acceptable et plus humaine.

Le Ministre du Travail a proposé au gouvernement de réunir une commission paritaire pour examiner le cas des cadres. Il a donné l'assurance formelle que les avantages acquis dans les régimes particuliers seront maintenus.

Les Cadres C.F.T.C., aussi bien que ceux du Comité de Défense acceptent de participer à cette commission interministérielle, sous une triple condition :

- 1) Que l'intégration des Cadres aux assurances sociales ne soit pas un fait accompli ayant dès maintenant un caractère obligatoire.
- 2) Que tous les avantages qui ressortent des régimes particuliers soient maintenus sans que, pour cela, les prestations versées ne soient rendues plus onéreuses.
- 3) Que la reconnaissance éventuelle d'une organisation syndicale ne fasse l'objet d'un marchandage qui porterait préjudice aux intérêts des cadres en matière de sécurité sociale. Cette « Reconnaissance » ne saurait, en aucun cas, être liée avec le problème de modification de l'article 18 de la loi du 4-10-45.

Les Cadres C.F.T.C. restent vigilants sur ce problème de premier plan et prendront leurs responsabilités au cours des travaux à venir.

LE BUREAU FEDERAL.

LES CADRES et le syndicalisme international

Il serait vain de croire que le problème du syndicalisme des cadres n'intéresse que notre pays. Grâce à nos efforts, il a débordé nos frontières. Problème d'idée, la France, là encore, est à l'avant-garde, nous avons eu l'occasion de le constater au Congrès d'Amsterdam de la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens (C.I.S.C.) ; les pays participants réclament, selon leur structure et leur tempérament, un syndicalisme de cadres, aussi avons-nous été assaillis de questions au cours de cette manifestation, car nul n'ignore, à l'extérieur, la réussite de nos idées. Comme nous, nos camarades étrangers désirent s'évader de l'influence patronale, mais plus dure encore est leur tâche que la nôtre.

A Amsterdam au cours du Congrès jubilaire de la C.I.S.C. qui s'est déroulé les 4, 5 et 6 juin, nous avons pris contact avec un représentant de l'O.I.T. de Genève qui a bien voulu nous donner tous renseignements utiles à l'introduction dans cet organisme international des éléments de la maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres, jusqu'ici réservé au monde ouvrier. Argument de plus qui nous réjouit d'avoir adhéré à la C.F.T.C.

La Belgique, dont la struc-

tels étaient les buts assignés par le Gouvernement à la Conférence nationale économique, à la suite des demandes présentées par les organisations syndicales, et dont la première fut formulée par le Comité national de la C.F.T.C. le 18 avril dernier.

Il importait en effet de ne plus s'en tenir aux méthodes anciennes, qui, à la suite de chaque augmentation justifiée des salaires entraînaient une montée supérieure des prix.

Cette étude fut l'objet des discussions de la Conférence, et nos amis ont pu lire dans la presse et trouveront dans le rapport général les conclusions que la Conférence a présentées au gouvernement, lequel garde son entière responsabilité et son pouvoir de décision.

Les Cadres préoccupés du sort qui leur serait réservé pouvaient craindre que les travaux de la Conférence aboutissent à un écrasement nouveau de la hiérarchie.

ture économique des entreprises se rapproche de la nôtre s'est particulièrement penchée sur le problème du syndicalisme des Cadres. Des contacts étroits se sont établis au cours de ces journées de Congrès tant à Luxembourg qu'à Amsterdam ; bien que leurs salaires soient supérieurs aux nôtres, malgré des prix de revient plus bas, les cadres belges éprouvent le besoin de rénover un paternalisme plus prononcé que chez nous.

Nous considérons comme une amorce la déclaration commune qui a été signée le 6 juin 1946 à Amsterdam dont nous avons reproduit les termes dans notre dernier numéro.

Puisse-t-elle être le germe de la réalisation féconde d'une Internationale de Cadres, animée de l'idéal chrétien.

Nous avons déjà relaté comment nous avons pu obtenir au Congrès international du Luxembourg qui s'est tenu les 17 et 18 mai 1946, l'adjonction des techniciens, ingénieurs et cadres à la C.I.S.C. par la Fédération Internationale des Syndicats Chrétiens d'Employés, techniciens, ingénieurs et cadres affiliés à la C.I.S.C.

La conférence nationale économique

Rechercher les mesures propres à revaloriser le pouvoir d'achat des salariés et des retraités et réaliser un équilibre durable des prix et salaires

Nous sommes en mesure aujourd'hui de les rassurer, et si le gouvernement suit les conclusions de la conférence, la hiérarchie, au moins dans la forme où elle est issue des arrêtés de remise en ordre des salaires, sera sauvegardée, grâce à l'action des deux grandes Centrales syndicales et de leurs Cadres qui participaient aux travaux.

En effet, la C.F.T.C. avait tenu à désigner notre Secrétaire Général parmi la délégation, et lors de la répartition dans les commissions, celui-ci fut désigné comme membre de la commission des salaires et des prix industriels.

Dès les premières discussions, la Commission fut unanime à déclarer que la hiérarchie devait être respectée et notre intervention permit à la Commission de la délégation patronale comprise, de préciser que les coefficients hiérarchiques réels seraient appliqués sur le nouveau salaire du manoeuvre lequel s'élevait à une valeur de 25,75 (26 fr. dans la métallurgie) majorés de 8 0/0 au bout de 3 mois dans l'entreprise.

Il y a lieu en effet, de remarquer que dans l'espace d'un an le salaire moyen du manoeuvre passait de 20 fr. à 25,50, alors que les appointements des cadres et ingénieurs, calculés sur le minimum 20 fr. ne se trouvaient majorés que de 10 0/0 environ. Les conclusions de la Commission auront donc pour effet de rétablir une situation péniblement acquise en mars 1945 et compromise depuis.

Ainsi se crève comme une simple baudruche, le slogan savamment entretenu qui affirmait que les cadres n'étaient pas représentés à la Conférence économique et qu'ils seraient une fois encore sacrifiés. Au contraire, la présence des ingénieurs et cadres dans les grandes centrales leur a permis de prendre des positions fermes quant au maintien de la hiérarchie. Signalons pour information que la C.F.T.C. a défendu tout au long des débats l'obtention du salaire minimum vital pour les échelons inférieurs.

Telles sont, en ce qui concerne les Ingénieurs et Cadres les conclusions de la Conférence. A l'heure actuelle nous ne pouvons augurer en rien des décisions finales du Gouvernement, mais il reste acquis aux termes des travaux que les organisations de cadres ont joué à plein et que la hiérarchie est sauvegardée.

LE GOUVERNEMENT A MAINTENANT LA PAROLE.
A. BAPAUME.

Revalorisation de la technique française

Suite du précédent (numéro)

Financement des centres de perfectionnement par l'institution d'une taxe de 1 p. 100 sur la facturation.

La gêne bien connue des trésoreries des industriels français ne permet pas d'envisager de leur demander une contribution.

Si l'on veut éviter que faute de crédits, ils renoncent aux études nécessaires et se contentent d'acheter des licences à l'étranger, il faut faire appel aux utilisateurs.

Plusieurs cas sont alors à considérer suivant les divers stades de la fabrication : les matières premières, les machines, les produits semi-finis et finis (certains stades étant d'ailleurs supprimés pour certains produits). L'utilisateur des matières premières est surtout le constructeur de machines, celui-ci bénéficiant des progrès réalisés dans la recherche de la qualité dans la fabrication des matières premières.

L'utilisateur des machines, producteur des produits semi-finis ou finis obtient un rendement supérieur de sa production grâce à l'amélioration du matériel qu'il emploie.

Si l'on institue une taxe uniforme de 1 p. 100 aux divers échelons précédents, de la fabrication, on constate que pour le fournisseur de matières premières, la totalité de la taxe de 1 p. 100 qu'il facture au constructeur de machines lui revient pour ses études. De son côté, le constructeur de machines ne bénéficie, dans sa facturation, que d'une partie seulement de cette taxe de 1 p. 100 pour ses études propres, puis qu'une partie de cette taxe a été affectée au fournisseur de matières premières. De même pour le fabricant de produits finis, ces résultats sont parfaitement raisonnables si l'on considère les différences de prix dans les divers stades de fabrication et les parts relativement peu importantes du prix de la matière première, pour le constructeur et du prix de l'outillage pour les fabricants de produits semi-finis ou finis.

D'ailleurs, sur justification, les taux peuvent être prévus différents pour chacun des échelons précédents mais, en définitive, le consommateur n'aura à supporter qu'une seule majoration infime de 1 p. 100.

L'on pourrait nous faire ressortir que dans certaines branches de l'industrie, les travaux techniques à entreprendre n'ont pas la même ampleur que dans d'autres branches. Nous estimons qu'il faut suivre la politique du vase communicant en permettant aux diverses branches de s'aider entre elles. Une branche techniquement insuffisante n'a pas de crédits pour faire des études; si l'on veut qu'elle avance, ses voisines doivent l'aider financièrement pour lui permettre de ne pas rester en arrière. Bien entendu, la nomenclature des divers centres devra tenir compte de ces problèmes et nous pensons que cette nomenclature pourra se rattacher aux

bases qui ont permis d'établir la liste des anciens offices professionnels.

Utilisation des crédits.

1° S'il convient, en premier lieu, de réunir une documentation complète sur les techniques étrangères les plus récentes et de rechercher leur adaptation sur le plan français. Un exemple concret va montrer l'importance de l'effort à réaliser dans ce sens : la Mission Armengaud, qui se trouve actuellement aux Etats-Unis, est dans l'impossibilité d'y passer commande des machines-outils spéciales dont l'industrie française a le plus urgent besoin; en voici la raison :

Les constructeurs français, comme les importateurs, manquent absolument de données pratiques sur ces machines et ne pouvant se référer qu'aux machines qui ont été construites antérieurement à 1939, et dont la technique se trouve périmée, sont incapables de lui

fournir les spécifications nécessaires. Pourtant, l'utilisation des derniers modèles permettrait d'abaisser considérablement les temps de fabrication, même contrairement à ce que l'on peut penser, dans le cas d'entreprises d'importance moyenne. En effet, il a été constaté qu'environ 80 p. 100 de la production américaine, est réalisé par des entreprises comportant moins de 100 ouvriers, mais qui sont très spécialisées. La première étape à réaliser pour l'exécution de ce programme consisterait dans l'envoi à l'étranger de missions de spécialistes.

2° Il s'agit non seulement de rassembler la documentation, mais de la diffuser, d'étudier les résultats de son utilisation et d'en tirer tous les renseignements souhaitables. Les difficultés sont d'autant plus grandes qu'il faut, dans les délais les plus brefs, transposer sur le plan de l'industrie française des techniques extrêmement variées.

3° Toutefois, il conviendrait de ne pas se limiter aux adaptations et, dès maintenant, de faire aussi tout le nécessaire pour favoriser dans nos industries, des améliorations et des créations suivant des conceptions bien françaises. On peut espérer assister ainsi à une renaissance du génie français sur le plan industriel grâce à un effort portant, en particulier, sur les recherches pour la détermination :

- des méthodes de calcul à utiliser pour l'établissement de projets de constructions;
- des codes de construction;
- des codes d'essais;
- des inventions de méthodes de fabrication;
- des inventions de matériel, machines, appareils, etc...

J. CADE

LES ACTIVITES de la fédération

Il y a quelques semaines, notre secrétaire général Bapaume s'est rendu dans l'ouest au sein de notre sympathique syndicat des Cadres de la région des Charentes. Notons tout de suite à ce sujet que ce syndicat qui se dénommait jusqu'à ce jour « syndicat des cadres de la région du Cognac », a pris une grande extension et groupe aujourd'hui des cadres de diverses branches professionnelles (alimentation, métallurgie, banque, etc...), ce qui a motivé le changement de son titre.

M. Bapaume s'est félicité de la visite qu'il avait faite à nos amis et de la réunion intéressante qu'il a présidée à Cognac. Nous accordons une confiance toute particulière à M. Ballet, président du Syndicat, et souhaitons de tout cœur la création, à bref délai, de nombreuses Unions locales dans les deux départements des Charentes.

OU EN SOMMES-NOUS ?

Dans l'état actuel des choses, les Ingénieurs et Cadres font l'objet de trois préoccupations essentielles à leur existence :

- Le maintien de la hiérarchie des salaires;
- La représentation proportionnelle des Cadres dans les organismes d'entreprises;
- La modification de l'article 18 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 qui lèse leurs intérêts en matière de Sécurité sociale. La Fédération des Ingénieurs et Cadres C.F.T.C. a pris l'initiative de proposer une grève d'avertissement au Comité de Défense dirigé par une équipe intelligente, notamment par Argant et La Fonta.

Il est bon de noter que cette grève de démonstration, malgré une légère réticence de dernière heure, a réussi pleinement.

La question est maintenant nettement posée et deux conceptions s'affrontent :

La première, celle des Cadres, reconnaît certes la nécessité d'organiser la Sécurité sociale en France, mais elle ne peut pas admettre que les prestations, qui étaient garanties aux Cadres par des statuts et des conventions ne puissent plus être maintenues car l'article 18 coupe l'herbe sous le

piéd des régimes particuliers, lesquels, en fait, sinon en droit, ne pourront plus vivre.

Notre Fédération a proposé un amendement conforme à l'esprit de solidarité (1), ceci au profit des vieux travailleurs; pour elle la Sécurité sociale ne doit pas être la négation de la liberté contractuelle, sous prétexte de garantir les Cadres contre la misère et en la creusant plus profondément, par la création d'un super-impôt. Notre Fédération réclame pour les Cadres un régime à eux, comme pour les cheminots, les mineurs, les fonctionnaires et

CONTRAT TYPE

par M^e Bohn

CONSEIL JURIDIQUE DE LA FEDERATION

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- 1° La Société X.....
Forme
Raison sociale
Adresse du siège
- 2° Monsieur Y.....
Adresse

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article premier. — ENGAGEMENT : La société X... a engagé, à dater (l'engagement peut être rétroactif). M. Y..., ingénieur ou docteur en droit, etc... (facultatif), en qualité de chef du service lancement ou chef de comptabilité, etc... (désignation sommaire).

Article 2. — DUREE ET PREAVIS : Le présent contrat est conclu pour une durée indéterminée; il ne pourra cesser, hors le cas de faute grave, qu'en observant un préavis de 3 ou 6 mois (suivant l'importance du poste).

Article 3. — CLASSIFICATION ET REMUNERATION : M. Y... est classé pour sa fonction à la position III B (par exemple), conformément aux dispositions de l'arrêté du.....

Son classement personnel est déterminé par le coefficient Z, son salaire mensuel à N francs, sur la base de quarante heures par semaine.

Outre son salaire, M. Y... percevra une prime de fonction ou de fabrication fixée au pourcentage correspondant à M % sur les commandes exécutées sous ses ordres ou sur le chiffre d'affaires de l'entreprise ou partie d'entreprise (service, section ou département) (facultatif).

Article 4. — ATTRIBUTION DE FONCTION : M. Y... aura principalement pour fonction (description précise et sommaire).

Article 5. — HEURES SUPPLEMENTAIRES ET ANCIENNETE : M. Y... recevra paiement des heures supplémentaires qu'il effectuera d'une façon non occasionnelle conformément aux textes en vigueur.

Il bénéficiera de l'ancienneté suivante :

- 3 % après 3 ans;
 - 6 % après 6 ans;
 - 9 % après 9 ans;
 - 12 % après 12 ans;
 - 15 % après 15 ans de présence.
- Ainsi que le mois double au 1^{er} janvier de chaque année.

Article 6. — AVANCEMENT : Il est convenu que la Société X... fera bénéficier à M. Y... de toutes

les règles d'avancement établies ou à établir dans l'établissement.

L'avancement pourra s'effectuer : Soit sur le salaire en modifiant le coefficient personnel dans la même position;

Soit par un changement de sa position (par exemple, de la position III A à la position III B, ce qui entraîne un changement de coefficient).

En cas de contestation sur l'avancement, les parties acceptent de s'en référer à l'arbitrage de la commission paritaire.

Article 7. — CONGES PAYES ET AVANTAGES SOCIAUX : M. Y... bénéficiera des congés payés tels qu'ils sont déterminés par les lois en vigueur, sans toutefois être inférieurs à trois semaines, dont dix-huit jours ouvrables. Ainsi que de tous les avantages sociaux dont bénéficie le personnel de l'entreprise.

Article 8. — PERIODE D'ESSAI (facultatif) : Si l'ingénieur ou le cadre est débutant, il peut, éventuellement, se soumettre à une période d'essai, sans accepter qu'elle ne dépasse un mois.

S'il a des références professionnelles démontrant des aptitudes et capacités, il est recommandé de ne pas se soumettre à une période d'essai, laquelle, en tout état de cause, ne devrait pas dépasser un mois.

Article 9. — INDEMNITE DE LICENCIEMENT : En cas de licenciement sans faute grave, M. Y... recevra une indemnité de licenciement conforme aux conventions collectives.

S'il n'existe pas de conventions collectives, l'indemnité sera fixée à un demi-mois par année de présence au bout de la première année, sans toutefois que cette indemnité ne puisse dépasser 18 mois d'appointements.

Article 10. — SECRET PROFESSIONNEL : M. Y... est tenu au secret professionnel pour tout ce qui concerne ses attributions dans l'entreprise. Il est recommandé de ne pas accepter de clause de non-concurrence, dite clause d'interdiction. Ces clauses sont valables lorsqu'elles sont insérées dans le temps ou dans l'espace; une seule des deux limitations suffit. (Cassation: arrêt du 26 mars 1928). En tout état de cause, une telle clause constitue une entrave à la liberté du travail; elle devra être exceptionnelle et très limitée dans ses effets (dans ce cas, il y aurait lieu de consulter un spécialiste).

Article 11. — FRAIS DE DEPLACEMENT : Si la fonction nécessite des déplacements fréquents, et s'il n'existe pas une réglementation dans l'entreprise, ce qui a lieu le plus souvent dans des conditions très acceptables, prévoir des frais de déplacement; par exemple, ceux proposés par l'Union des Industries Minières Métallurgiques ou le Groupe des Industries Mécaniques et Minières de la Région Parisienne.

Article 12. — BREVETS D'INVENTION : Toute invention faite par M. Y... dans l'accomplissement de ses fonctions pour le compte de la Société X... donnera lieu à une prise de brevet conjointe et à une participation d'exploitation au profit de M. Y..., laquelle sera déterminée par accord préalable à l'inscription dudit brevet.

Article 13. — M. Y... bénéficie des Assurances-Groupes (maladie, maternité, vie et retraite) souscrites par la société en faveur de son personnel.

En cas de maladie ou d'accident, la société s'engage à verser à M. Y... ses salaires pendant toute la première période non couverte par l'assurance; s'il y a inscription obligatoire aux Assurances Sociales, la société s'engage à verser dans ce cas à M. Y... le complément de salaire durant cette période.

Article 14. — En cas de contestation relative à l'exécution du présent contrat, il est expressément fait attribution de juridiction aux tribunaux de

Fait en double exemplaire (1)

à le
Signatures, sous mention écrite à la main : « Lu et approuvé ».

LA FEDERATION.

(1) On peut se procurer gratuitement ce fascicule intitulé « Les Régimes particuliers » au siège de la Fédération, 11 bis, rue Roquépine.

(1) Ces contrats sont faits sur papier libre et n'ont pas besoin d'être enregistrés.

TECHNIQUE ALLEMANDE SECURITE SOCIALE et Economie française

« Suivant l'exemple de nos alliés Américains et Anglais, la France doit-elle introduire des ingénieurs ou techniciens allemands dans son économie ? ».

Telle est la question posée par le Président du Comité Consultatif du ministère de la Production Industrielle, pour la construction électrique aux organisations syndicales.

Nous reproduisons ci-dessous le texte de la réponse de la Fédération Française des Syndicats d'Ingénieurs et Cadres C.F.T.C. à cette délicate question.

« Monsieur le Président,

« Vous avez bien voulu demander à notre Fédération, par l'intermédiaire de notre représentant, M. Mathonnet, notre opinion au sujet de l'introduction éventuelle d'ingénieurs ou de techniciens allemands en France.

Nous considérons que la Science et la Technique constituent des biens d'un caractère essentiellement international auquel notre pays doit pouvoir accéder au même titre que les nations alliées. Il nous paraît souhaitable de donner à la France toutes les facilités pour recevoir le bénéfice de la technique pouvant exister en dehors de ses frontières.

« La position relative de la France et de l'Allemagne ne doit pas constituer un obstacle à cette règle qui nous paraît conforme à l'intérêt général du pays.

« Néanmoins l'introduction de techniciens allemands en France doit être subordonnée à un certain nombre de réserves auxquelles nous attachons la plus grande importance :

1° Le nombre des techniciens devra être essentiellement limité à des personnalités éminentes, de notoriété certaine et dont l'introduction en France se justifie, soit par leur « classe » exceptionnelle, soit par la nature de leur spécialité.

2° L'apport scientifique ou technique ne devra pas être effectué au seul bénéfice d'une firme ou groupement industriel déterminé, mais, en principe, doit pouvoir être mis au service du pays entier — cet apport étant considéré comme « propriété nationale ».

« Toutefois, dans des cas exceptionnels, et après accord du C.N.R.S., il pourra être admis qu'un groupe particulier invite un spécialiste allemand, à ses propres frais, pour faire bénéficier l'entreprise dont il s'occupe, sous les réserves formulées ci-après :

3° Si les techniciens allemands doivent nous apporter le bénéfice de leur valeur professionnelle, ils ne devront jamais constituer une concurrence pour la main-d'œuvre technique française. C'est ainsi qu'il y aura lieu, d'une façon générale, d'éviter l'immigration d'équipes de techniciens spécialisés toutes les fois que des techniciens d'une valeur comparable pourront être trouvés en France.

4° Le problème des relations entre les techniciens allemands et le personnel auxiliaire fran-

çais mis à leur disposition pour les seconder dans leurs travaux, devra être examiné avec le plus grand souci. C'est ainsi qu'il ne pourra être accordé à ces techniciens aucune autorité hiérarchique, mais seulement une autorité fonctionnelle analogue à celle des ingénieurs-conseils, à l'exclusion de tout commandement de fait.

5° Une enquête très sévère portant sur la personnalité, la mentalité et l'activité passée devra être menée préalablement à toute proposition, afin d'éliminer les sujets éprouvant pour notre pays ou notre mentalité une hostilité ou une aversion qui pourrait s'opposer à un travail constructif.

« Il y a lieu de remarquer que, pour être efficace, un travail intellectuel ou scientifique doit être librement consenti. Cette considération nous entraîne à renoncer à tout acte de contrainte ou de force pour amener les techniciens allemands dans notre pays.

« Le séjour de ces techniciens devra être essentiellement temporaire, sa durée sera nettement limitée. Pendant toute la durée de ce séjour, le contrôle de leur activité devra être placé sous l'autorité de l'Etat.

6° Nous demandons que les Comités d'Entreprises soient habilités à donner leur avis, la signature du contrat ne pouvant être effectuée qu'avec leur assentiment.

« Sous les réserves ci-dessus énoncées qui ont éventuellement pour but :

— de porter le bénéfice de la technique allemande au service de l'intérêt national;

— d'éviter la concurrence entre la main-d'œuvre technique française et étrangère;

— d'apporter un travail efficace et constructif;

— de ménager les susceptibilités et les heurts pouvant provenir de la nationalité des techniciens devant travailler en collaboration.

« Nous vous donnons accord sur votre proposition que nous estimons correspondre à l'intérêt supérieur du pays.

« Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, nos salutations distinguées. »

(Suite de la première page)

En fait, la première Constituante n'a pas été à même de discuter ces textes. La date fatidique du 1^{er} juillet prévue pour la mise en vigueur du plan, n'était plus éloignée. En somme, il s'avérait qu'une réforme capitale, dont les modalités avaient été définies par un simple décret, serait purement et simplement avalisée sans débat. Il fallait agir. Le

prirent la parole en présence d'une nombreuse assistance, comprenant des parlementaires et, parmi eux, Bouxion, vice-président de la deuxième Constituante. Il n'est pas douteux que cette manifestation ne soit à l'origine de la décision prise par le M.R.P. de poser sur le plan parlementaire, la question de la Sécurité Sociale. Cependant, le grand public n'avait pas été profondé-

prise, et ceci en dépit des engagements pris antérieurement.

Les discours prononcés par Decagny, de la C.G.T., parlant à titre personnel ; par La Fonta, Ducros, président de la C.G.C. et moi-même bénéficièrent donc d'une large audience et furent commentés par la presse parisienne.

Les échos qui nous parviennent de province sont très encourageants. Il est impossible de dresser un bilan complet d'activité. Nous prions les camarades dont les efforts ne sont pas mentionnés dans cet article d'excuser cette omission.

Citons au hasard la lettre qui nous a été adressée par la section Peugeot Cadres C.F.T.C. de Valentigney (Doubs) : « Cent quatre sur cent cinq ingénieurs et cadres supérieurs font grève. » A Cognac (Charente) un meeting est organisé par nos camarades chrétiens. A Reims, nos amis et leurs collègues de la C.G.C. manifestent conjointement. Même note à Dijon ; sous la conduite de notre camarade Breton, une délégation de douze membres parmi lesquels on compte un membre de la C.G.C. et trois cégétistes, est reçue par le préfet de la Côte-d'Or qui enregistre leurs doléances. Gros succès à Bordeaux, à Lille, où 66 0/0 des Cadres de la région font grève, dans le Pas-de-Calais, où la C.F.T.C. prend la tête du Mouvement, à Chambéry, en Meurthe-et-Moselle qui s'honore de 5.000 protestataires, etc... En somme, succès certain sur l'ensemble du territoire.

Qu'adviendra-t-il de tout ceci ? Obtiendrons-nous, en fin de compte, le maintien de nos régimes de prévoyance ? A l'heure où j'écris ces lignes (jeudi 18 juillet) la décision est en suspens.

Il est déjà remarquable que le problème soit posé sur le plan parlementaire et par la presse.

D'ores et déjà d'importants résultats ont été acquis en relation avec l'aménagement d'ensemble du plan de Sécurité sociale ; je reviendrai sur cet aspect de la question dans un prochain article.

D'autre part — et c'est la chose capitale — nous avons fixé l'attention du monde parlementaire et du public sur le syndicalisme des ingénieurs et cadres. En dépit de l'attitude équivoque de certain journal quasi officiel du matin qui a minimisé nos efforts, il est désormais de notoriété publique que les intérêts des ingénieurs et cadres sont effectivement défendus par une centrale syndicale ouvrière.

Enfin, la grève du 11 juillet a montré qu'en dépit des oppositions d'idées qui les séparent, ingénieurs et cadres de ce pays, exempts de tout sectarisme, compréhensifs des réalités de l'existence quotidienne, sont capables, lorsque l'enjeu en vaut la peine, d'unir leurs efforts. A ce titre, la grève du 11 juillet est un événement qui comptera dans l'histoire de ce pays.

J. ESCHER-DESRIVIERES.

F N S I

Le Bureau de la Section F.N.S.I.-RENAULT, tout en approuvant pleinement la manifestation organisée par le Comité de Défense des Assurés-Groupés pour le Jeudi 11 Juillet, et en s'associant à sa réclamation,

— présente acte des déclarations de la Direction de la R.N.U.P. dans son avis n° 1131 du 2 Juillet au sujet du maintien intégral des avantages de l'Assurance-Groupée pour le personnel de la Régie.

— Considérant, d'autre part, la situation particulière de la Régie REAULT différente de celle d'une entreprise privée,

— estimant enfin que le maintien de la production est plus que jamais nécessaire,

— invite ses adhérents à assurer normalement le fonctionnement de leurs services respectifs le Jeudi 11 Juillet.

Bullemcourt, le 9 Juillet 1946

Le Bureau F.N.S.I.-RENAULT.

VOU PAR LA DIRECTION

Nous reproduisons ci-joint, in extenso, la communication que le bureau de la F.N.S.I. Renault (C.G.C.) a affichée dans les usines Renault, sans commentaire !

Comité de Défense prit l'initiative d'organiser le 22 juin un meeting de protestation, salle Wagram, au cours duquel les membres du Comité et moi-même, délégué à titre privé,

ment alerté, la presse n'ayant pratiquement pas réagi.

C'est alors que nous prîmes la décision d'intervenir plus énergiquement. Je déclare formellement que l'idée de faire une grève de principe, motivée exclusivement par le souci de défendre nos régimes particuliers de prévoyance, est une idée C.F.T.C. Bien entendu, le Comité de Défense accueillit cette idée avec enthousiasme et accepta la mission d'organiser la grève, avec le concours des différentes associations syndicales intéressées. C'était là une rude besogne, vu le peu de temps dont on disposait pour passer de l'intention à l'acte et je tiens à remercier une fois de plus notre ami Argant, qui, je le répète, est un des nôtres. La Fonta et leurs collaborateurs pour leur supériorité d'activité. Merci, aussi à la Fédération chrétienne des Employés et Techniciens qui n'a pas marchandé son concours.

A Paris, nos camarades C.F.T.C. répondirent avec entrain à notre appel. Ils se pressèrent en foule au meeting qui s'est tenu salle Wagram le 11 juillet où 15.000 personnes étaient présentes en dépit de la chaleur caniculaire.

Mention spéciale doit être faite de nos camarades de la Régie Renault, qui, en dépit des menaces dont ils ont été l'objet, répondirent à l'ordre de grève. Il faut noter que de nombreux ingénieurs et agents de maîtrise appartenant à la C.G.T. se joignirent à nous. Il est regrettable qu'à Paris du moins, dans des entreprises, la C.G.C. se soient, en général, contentées de déléguer à la manifestation de Wagram quelques ambassadeurs par entre-

DANS LA BANQUE et l'assurance

La Fédération des Assurances a donné des instructions à ses ressortissants pour verser, dès maintenant, un acompte de 1.000 francs par mois à tout le personnel.

La Fédération Nationale des Banques a décidé d'allouer à tout le personnel un acompte de 1.000 francs par mois, ainsi que des avantages spéciaux aux pères de famille nombreuse.

Ces résultats provisoires ont été obtenus à la suite de pressantes démarches de la C.F.T.C.

Nous apprenons en dernière heure que ces dispositions s'appliquent aux salaires de toutes les branches professionnelles.

Informations et réalité

Le salaire d'un ingénieur ou d'un chef de service aux Etats-Unis, traduit en francs français actuels, est d'environ 40.000 à 45.000 francs par mois.

Quant au niveau de vie, les chiffres suivants permettent d'en juger :

Pain : 14 fr. le kilo.
Viande : 140 fr. le kilo.
Jambon : 120 fr. le kilo.
Sucre : 19 fr. le kilo.
Chaussures : 700 à 1.500 fr.
Complexe pure laine : 7.000 à 8.000 fr.
Essence : 6 fr. le litre.

Ingénieurs et Cadres de la Métallurgie, « La Voix des Métaux » est aussi votre journal. Abonnez vous, 11 bis rue Roquépine, à raison de 15 francs pour six mois.

Quand mettrons-nous le problème du niveau de vie moyen du Français à son véritable rang ? Savez-vous que la C.F.T.C. s'en occupe ?

En Afrique du Sud, nouvelle ruée vers l'Or, avec un O majuscule, évidemment.

Mais il paraît qu'on ne peut compter sur de grosses extractions avant 1950.

C'est très regrettable. Le monde appauvri a tant besoin d'Or !

Car l'Or remplace, dans beaucoup de cerveaux, le blé, vêtements et logements.

Et, même pour les actionnaires des mines, il procure abondamment tous ces biens, ce qui prouve que l'or est bel et bien une richesse réelle, n'est-ce pas ?

IL FAUT EN SORTIR !

SALAIRES... PRIX... CONFERENCES ECONOMIQUES. LUTTE CONTRE LE MARCHÉ NOIR... ARRESTATION DE TRAFIQUANTS...

etc... etc... voilà depuis des années les manchettes contumélières des journaux ! Les partis politiques, les ministres, les syndicats s'agitent, discutent, menacent..., mais sans aucun résultat tangible, si ce n'est une situation de plus en plus précaire de la masse des consommateurs par suite de la diminution constante du pouvoir d'achat et de la hausse des prix.

Faut-il en conclure à l'impuissance ? OUI, si la politique économique actuelle n'est pas modifiée, NON dans le cas contraire.

Or, le problème économique est un TOUT qui ne doit se traiter qu'en bloc et non par tranches au jour le jour.

Il existe un rapport certain entre les prix de toutes les denrées et de toutes les marchandises ou services rendus : vouloir fixer arbitrairement les prix de certaines denrées régénère inévitablement sur ceux d'autres marchandises et crée le désordre sous toutes ses formes.

D'autre part, un rapport doit exister entre la masse des billets de banque en circulation et la quantité de marchandises existant sur le marché. S'il existe un déséquilibre, — ce qui est la situation actuelle — l'équilibre peut être rétabli par divers moyens :

1° Jeter des marchandises sur le marché;

2° Acquérir de l'or ou des valeurs convertibles en or, ou encore augmenter le portefeuille commercial de la Banque de France;

3° Pomper par des emprunts pour des travaux productifs, ou supprimer les billets de banque en excédent, en ne les remettant en circulation qu'au fur et à mesure de l'augmentation de la production.

Il n'existe pas d'autres procédés de bon sens pour redresser la situation et arrêter la course folle des salaires après les prix : tout le reste n'est que verbiage et utopie.

Malheureusement, si ces mesures raisonnables étaient prises, les intérêts de certains personnages, aux poches bien garnies et à la conscience légère, risqueraient d'être lésés et ils en appelleraient sans aucun doute à leur parti politi-

que. C'est là où se trouve le drame : il y a trop de gens qui profitent du désordre économique actuel au détriment du peuple français.

Il serait nécessaire d'avoir un ministre des Finances qualifié et courageux, pour imposer les mesures indispensables au redressement économique et à l'assainissement de la monnaie. : TOUT EST POSSIBLE... Poincaré n'a-t-il pas réussi ?

Ce sont des actes qu'il faut et non des palabres jetés à la pâture publique. IL FAUT EN SORTIR !...

R. CORNELY.

MISE EN GARDE

La révision des taux de marque du commerce

Concurremment avec la hausse des salaires qui sera décidée, nous le pensons, très prochainement par le gouvernement, il doit être procédé à une révision en baisse des taux de marque.

En ce qui concerne les prix industriels, je laisse le soin de traiter la question aux spécialistes en cette matière, mais en ce qui concerne le commerce, j'estime qu'une mise en garde est nécessaire sur certains points.

Il est vain d'espérer une baisse de prix de détail par la

seule réduction massive des taux de marque. A moins de procéder au blocage préalable par prix limites, sur 500 ou 600 articles types, la mesure sera sans effet pratique. En effet, si la marge laissée par l'application du taux décidé n'est pas viable pour son entreprise, le commerçant respectueux de la légalité se tourne vers la vente d'articles plus ouvragés, plus « fantaisie », qui, d'un prix de revient plus élevé, lui laissent par l'application du taux réduit, une marge confortable.

En définitive, le consommateur est obligé de payer plus

cher l'article qu'il ambitionnait d'acheter.

C'est ainsi que le linge brodé a chassé du marché le linge commun, la faïence ne se vend que décorée, les bicyclettes nickelées, etc...

Alors, objecterez-vous, faut-il recourir à une économie de plus en plus dirigée, voire à l'étatisme absolu ? Je réponds sans hésiter qu'il faut surtout ne pas continuer la politique de demi-mesures dont notre pays périclite. On ne peut avoir une économie à la fois libérale et dirigée, un contrôle des prix absolu et inefficace, une production anarchique et étatisée, un régime capitaliste et socialiste. Il faut avoir le courage de décider, soit le retour au libéralisme comme le réclament ceux qui croient au seul frein de la concurrence, soit l'instauration d'une économie au service de tous, sous la tutelle d'un Etat puissant et avisé.

En premier lieu, toute mesure de diminution des taux de marque doit être étudiée par ceux qui sont à même d'en déterminer et d'en subir les effets, c'est-à-dire les professionnels de la distribution : patrons, cadres et employés, et non être imposée du dehors par une administration bureaucratique et tatillonne.

N'est-il pas ridicule de voir le contrôle économique perdre un temps précieux à déterminer le prix de vente des câbles, des gaufres de sarasin, ou des fantaisies pour modes, etc..., dont l'incidence sur le budget familial est nulle ou presque ?

C'est dans la mesure où le commerçant pourra, sur les ventes d'articles non indispensables, pratiquer une marge convenant aux besoins de son exploitation, qu'il acceptera et même proposera une diminution spectaculaire des taux pour les articles de nécessité dont le besoin se fait trop durement sentir dans les foyers familiaux, songez-y, après deux années de Libération.

A la veille d'une décision qui sera vitale pour un grand nombre d'entreprises commerciales, je livre bien volontiers ces quelques réflexions à l'appréciation de mes camarades.

L. LACROIX.

LES CADRES pourront-ils être délégués du personnel ?

L'Assemblée Nationale Constituante a voté le 16 avril 1946 la loi rétablissant les délégués du personnel dans les entreprises, et fixant le statut de leurs fonctions. Il s'est agi surtout de la réinstitution des représentants du personnel que le décret du 10 novembre 1939 avait remplacés par des délégués désignés par les organisations syndicales.

Nous sommes heureux de voir aboutir de nouveau un des projets que la C.F.T.C. avait envisagés depuis la Libération. Nous savons que le 29 novembre 1945, cette question a été abordée pour la première fois par le M.R.P. ; en février 1946 le Gouvernement s'y intéressa à son tour. Enfin ces deux textes ont permis à la Commission du Travail de déposer devant l'Assemblée un rapport dont la discussion ne s'est d'ailleurs pas déroulée sans divergences de vues assez sérieuses, notamment en ce qui concerne l'élection proprement dite de ces délégués où sont occupés habituellement plus de cinquante salariés.

Le point litigieux de la discussion parlementaire a été, nous nous en doutons fort bien, la question du mode de scrutin pour l'élection des délégués et la délimitation des collèges électoraux. De même que pour la constitution des Comités d'entreprises, le mode de scrutin suivant la représentation proportionnelle a été repoussée à une faible majorité. L'expérience vécue au cours des élections des membres du Comité d'entreprise avait pour-

tant montré que les promesses de listes communes n'ont pas été tenues.

N'importe, nous nous rangeons donc aux exigences de la loi sur ce sujet, après avoir auparavant fait connaître notre mécontentement devant pareille injustice, car, enfin, dans tout pays épris d'idées de liberté et de justice, tant dans le domaine politique que professionnel, il eût été logique de considérer de la même manière la représentation électorale et la représentation syndicale, c'est-à-dire suivant le scrutin proportionnel.

Nous rappelons que nous avons toujours demandé que les ingénieurs et cadres soient rassemblés dans un collège spécial constituant une catégorie distincte parmi les éléments actifs de la production. Sans crainte d'établir des cloisonnements entre les catégories du personnel et de provoquer ainsi des divisions, aux dires de certains mauvais esprits, nous estimons que le délégué du personnel est en réalité le représentant d'une catégorie déterminée de personnel ; il est, à son échelon, mieux que quiconque, qualifié pour pouvoir revendiquer raisonnablement les besoins de sa catégorie et combien serait-il aisé pour les travailleurs de se savoir ainsi représentés par des camarades connaissant très bien leurs affaires.

Aussi sommes-nous décidés à lutter, comme nous n'avons cessé de le faire, nous sachant secondés par la bonne volonté des ingénieurs et cadres, pour que notre catégorie se distingue dans toutes ces réalisations sociales et pour obtenir l'épanouissement auquel elle peut prétendre.

OUVERTURE DES BUREAUX

Notre Fédération : 11 bis, rue Roquépine, bureau 42, 2^e étage, est ouverte tous les jours ouvrables, de 10 à 12 heures et de 14 h. 30 à 19 heures; le samedi, de 14 h. 30 à 17 heures.

N'oubliez pas d'acheter régulièrement « Syndicalisme », hebdomadaire de la Confédération. L'abonnement de cette publication est de 130 francs par an et de 70 francs pour six mois. Prière de faire parvenir l'abonnement à : « Syndicalisme », 11 bis, rue Roquépine. — C.G.P. C. F. T. C.

POÈME BACCHIQUE 1946

« Dans les montagnes solitaires
Quand vous étiez tous endormis.

J'ai vu Bacchus, mes chers amis,

J'ai vu Bacchus et ses mystères

J'ai vu ! Les nymphes s'étaient

Et l'écoutaient parler debout;

J'ai vu les oreilles pointues

Des Satyres aux pieds de bœuf!

Frappé d'un coup de thyrses,

Laissait jaillir le miel divin.

Frappé du pied le roc de

Faisait sourdre un ruisseau de

Ainsi chantait le vieil Horace

(Ode dix-neuf du livre deux).

Et laissez-moi vous faire grâce

Du reste un peu trop hasardeux.

Je signale ce court poème

Au successeur de Longchamps

Puisse-t-il pour tous ceux que

Comme Bacchus le jugeait

Frappant le sol du thyrses an-

Leur fournir le miel et le lait !

Et, dédaignant le chant bachi-

A la fois trivial et laid.

Je vais boire, vieux droma-

Mon coup de flotte habituel

Puisque le litre hebdoma-

Tend à devenir mensuel,

Raymond MULLER.

Informations fédérales

SERVICE DE PLACEMENT

Nous recevons 11 bis rue Roquépine, toutes offres et demandes d'emploi, afin de faciliter dans la mesure de nos moyens, nos camarades sans situation. Merci à ceux qui voudront bien nous venir en aide pour que marche ce service.

COMMUNICATION A NOS ADHERENTS

Le Conseil syndical de la région parisienne a décidé à l'unanimité d'augmenter la cotisation syndicale et de la porter à 50 francs. Cette décision d'ordre général sera mise en application ultérieurement et particulièrement pour chaque branche professionnelle. D'ores et déjà nous signalons à tous nos adhérents que ceux qui trouveront bon de nous régler dès maintenant jusqu'à la fin de l'année bénéficieront de l'ancien tarif.

D'autre part et d'accord avec les responsables syndicaux cette cotisation est de 50 francs depuis le 1^{er} juillet pour nos sections « Aéronautique » et « Presse », le droit d'adhésion étant porté à 25 francs. Dans la « Métallurgie » ces nouveaux taux seront à compter à dater du 1^{er} octobre.

Le Gérant : J.-L. DURAND

Impr. J.E.P. Paris
7, rue Cadet.

BULLETIN d'ABONNEMENT à CADRES ET PROFESSION

A retourner à : FEDERATION DES INGENIEURS ET CADRES - 11 bis, Rue Roquépine, PARIS (VIII^e)

NOM : (majuscules)
PRENOMS :
PROFESSION :
ADRESSE :

Je vous adresse la somme de cinquante francs pour abonnement d'un an par :

Chèque postal à votre compte-Paris 4169-19 (1).
Chèque bancaire (1).

(1) Rayer la mention inutile.